

rouge

supplément au n° 13 — lundi 10 mars 1969 — 50 centimes

de gaulle à la porte

LA BOURGEOISIE VIENT D'ENGAGER L'ÉPREUVE DE FORCE. En expliquant à la Conférence de Tilsitt qu'il s'agit de faire le point sur la situation économique, mais en aucun cas de discuter, elle montre sa décision de ne céder sur aucune des revendications ouvrières. En annonçant le référendum, de Gaulle tente de mettre à l'arrière-plan les problèmes sociaux pour faire appel une fois de plus à l'unité de tous les Français.

Les accords de Grenelle avaient accordé à la classe ouvrière toute une série d'avantages matériels. Mais la domination de la bourgeoisie était sortie intacte des événements de mai : LES PARTIS POLITIQUES DE GAUCHE AVAIENT TROUÉ LA GREVE GÉNÉRALE CONTRE DES ÉLECTIONS PERDANTES. Pour relancer l'expansion économique, il lui fallait récupérer une partie des acquis de Grenelle, par la hausse des prix, par l'augmentation des cadences.

Mais la crise monétaire de novembre a montré que l'équilibre était précaire. Couve de Murville a eu beau, en septembre, se réjouir de la légère reprise économique, les capitalistes ont préféré mettre leur argent en sécurité à l'étranger.

Dès lors, l'objectif était clair : il fallait sauver la bourgeoisie en rétablissant la confiance dans la monnaie et en améliorant la compétitivité internationale de la France ; tel est le but de la politique d'austérité.

MAIS POUR RÉDUIRE LES COÛTS DE PRODUCTION DES ENTREPRISES, IL FAUT BLOQUER LES SALAIRES. POUR RENDRE COMPÉTITIVE L'INDUSTRIE, IL FAUT AUGMENTER LA PRODUCTIVITÉ, DONC ACCELERER LES CADENCES, IL FAUT FAVORISER LES CONCENTRATIONS, DONC AUGMENTER LE CHOMAGE.

Enfin, les mesures de restrictions budgétaires reviennent en fait à augmenter les tarifs publics.

Par conséquent, la bourgeoisie, pour sortir de la crise, est obligée d'en faire supporter le poids par la classe ouvrière. L'INTERET NATIONAL QUE PRETEND DÉFENDRE LE GOUVERNEMENT, CE N'EST PAS L'INTERET DES TRAVAILLEURS, C'EST L'INTERET EXCLUSIF DES CAPITALISTES.

LE SURSAUT NATIONAL QUE DE GAULLE APPELLE À GRANDS CRIS, CE N'EST RIEN D'AUTRE QUE DEMANDER À LA CLASSE OUVRIÈRE D'ACCEPTER TOUTES LES ATTAQUES SANS REAGIR POUR PERMETTRE AU PATRONAT DE SURVIVRE.

MAIS AUJOURD'HUI, LA MARGE DE MANŒUVRE DE LA BOURGEOISIE EST EXTREMEMENT RÉDUITE : la classe ouvrière n'est pas sortie écrasée de la grève de mai-juin ; les travailleurs ne sont pas prêts à payer le prix de la faillite du régime. La bourgeoisie doit tenir compte de la combativité ouvrière pour mettre

en œuvre sa politique. Elle aussi a tiré le bilan des événements de mai et sait qu'elle ne peut impunément attaquer de front les travailleurs.

De plus, le gaullisme tente depuis quelques mois de rallier à lui tous les courants de la bourgeoisie. Mais là aussi il a échoué :

- LA CONFIANCE DU GRAND CAPITAL EST ÉBRANLÉE. LE PROBLÈME D'UNE RELEVÉE BOURGEOISE EST DE PLUS EN PLUS À L'ORDRE DU JOUR. QUAND LE BATEAU COULE, LES RATS QUITTENT LE NAVIRE : Pompidou tente sa chance, Edgar Faure dans sa bataille avec les CDR tente de rallier une fraction de la bourgeoisie.

- LE MECONTENTEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES EST GRANDISSANT. L'ouverture du Marché commun et l'accélération de la concentration ont provoqué la faillite de nombreuses P.M.E. Et ce n'est pas la suppression de la taxe sur les salaires qui résoudra leurs difficultés. Mais l'issue politique du mouvement des P.M.E. n'est pas du côté de la bourgeoisie : en France, la démocratie parlementaire a fait son temps : les Giscard d'Estaing, Lecanuet ou autres Pompidou ne sont plus les défenseurs de la petite bourgeoisie que ne l'est de Gaulle.

LE GAULLISME TENTE L'OPÉRATION SURVIE. CE N'EST PAS NOUS QUI L'Y AIDERONS !

Le gouvernement et le patronat sont venus rue de Tilsitt pour dire qu'ils n'avaient rien à dire et qu'ils ne pouvaient rien accorder aux travailleurs. Les impératifs de la concurrence internationale leur interdisent d'accepter la hausse des salaires et la diminution des cadences. Soit, **MAIS LES INTÉRÊTS DE LA BOURGEOISIE NE SONT PAS LES NOTRES. DE PLUS, CE SONT ENCORE UNE FOIS LES TRAVAILLEURS QUI SUPPORTERONT LE POIDS DE LA DEVALUATION PROBABLE DU FRANC.**

Les travailleurs ont compris que rien ne pourra sortir de la négociation ; il n'y a plus de place aujourd'hui pour le réformisme. SEULE LA LUTTE PAIE.

Toutes les tentatives pour détourner le problème ne sont que des manœuvres du gouvernement ; ainsi, **LE BUT DU RÉFÉRENDUM EST DE MASQUER LES QUESTIONS SOCIALES.** De Gaulle en fait un plébiscite : plus que la Régionalisation, c'est un succès personnel qui l'intéresse, succès qui cautionnerait l'ensemble de sa politique. Une fois de plus il veut troquer le combat de classes contre des élections. Mais nous ne devons pas accepter cette manœuvre.

LE GAULLISME EST EN CRISE. QU'IL NE COMPTE PAS SUR NOUS POUR RÉSOUDRE SES CONTRADICTIONS !

La seule issue possible aujourd'hui pour satisfaire nos revendications, c'est le combat pour l'instauration d'un gouvernement des travailleurs.



10 ans ça suffit

11 ans c'est trop

le pouvoir aux travailleurs

le 11 mars

et après ?

« Les revendications ouvrières relèvent de l'absurdité » a déclaré le Premier ministre après l'échec des pourparlers de la rue de Tilsitt.

Le premier commis du Grand Capital a, pour une fois, abandonné le langage feutré de la diplomatie pour exprimer ce que pense sa classe.

Quand les affaires marchent bien, la bourgeoisie tente de masquer l'opposition de ses intérêts et de ceux de la classe ouvrière en lui concédant quelques miettes ; elle démontre alors que l'expansion « profite à tous » : les bénéfices croissent mais les salaires aussi.

Mais quand le système marche mal, que la crise monétaire s'annonce à l'horizon, alors on fait appel à la discipline, la classe ouvrière doit se serrer la ceinture pour maintenir les profits.

Nous n'en doutons pas pour la bourgeoisie française, et son représentant, le Gouvernement, les revendications ouvrières « relèvent de l'absurdité » car elles risquent d'amenuiser son taux de profit ou, en accroissant les prix, de rendre ses marchandises « non compétitives » sur le marché international.

Par sa « petite phrase », le Premier ministre en dit plus long qu'il ne croit. En affirmant l'incompatibilité entre les revendications des travailleurs et le bon fonctionnement du capitalisme, Couve de Murville montre lui-même la voie à suivre ; il n'y aura pas d'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière indépendamment d'une lutte contre ce système.

Les directions syndicales se sont ingéniées, rue de Tilsitt, à prouver que les revendications ouvrières n'étaient pas incompatibles avec l'expansion de « notre » économie ; bien plus, les hausses de salaires favoriseraient la « relance ».

Le jeu de la bourgeoisie est pourtant clair, dans une situation difficile, elle n'est prête à aucune concession : plutôt se battre que céder, telle est sa stratégie.

Face à cette politique, il n'est que deux voies : ou les organisations ouvrières accepteront bon gré mal gré de jouer le jeu pour « sauver l'économie », et elles toléreront le blocage des salaires, l'extension du chômage, l'augmentation des cadences, ou elles devront s'engager dans la lutte résolue et aboutiront à l'épreuve de force avec le Capital.

LES TRAVAILLEURS

DU MANS ET DE SOCHAUX ONT MONTRE LA VOIE

Depuis quinze jours, des mouvements de grève se succèdent. Au Mans, à Sochaux, chez les cheminots (Paris-Lyon), dans la métallurgie (S.M.N.-Caen), dans les ports.

Le mécontentement croît et s'exprime dans des luttes dures : au Mans, les travailleurs ont chassé à coups de pierres et de boulons les cadres et les huissiers qui avaient contraint leurs camarades à reprendre le travail et jouaient le rôle de flics.

A Sochaux, les travailleurs ont bloqué les chaînes ; à la S.N.C.F., ils ont refusé de déposer un préavis et se sont mis en grève pour 36 heures.

D'instinct, la classe ouvrière a compris que, face à une bourgeoisie résolue à frapper plutôt qu'à céder, il fallait se battre.

Pourtant, au Mans, à Sochaux, le travail a repris sans que les revendications essentielles aient été satisfaites ; malgré la multiplicité des mouvements revendicatifs, ceux-ci ont été isolés.

LE 11 MARS ET APRES

Les directions syndicales ont décidé, après l'échec du rendez-vous de mars, d'appeler à une journée nationale de grève.

Mais, pour elles, il s'agit de faire pression pour obtenir de nouvelles négociations. Elles ne sont pas décidées à l'épreuve de force avec la bourgeoisie.

Aussi, après la journée du 11 ont-elles l'intention de poursuivre par quelques journées revendicatives qui « épongeront » la combativité ouvrière.

Il s'agit, au contraire, de faire du 11 une journée qui permette de passer de la défensive à l'offensive, et qui ouvre la perspective de nouvelles luttes.

PASSER DE LA DEFENSIVE A L'OFFENSIVE

Les luttes partielles qui se développent posent dans les faits, la nécessité d'un certain nombre de revendications.

• Face à la hausse des prix qui permet de récupérer les avantages concédés en mai, le mot d'ordre d'échelle mobile lancé par la C.G.T., mais aujourd'hui « oublié » est la seule garantie.

• Face au développement du chômage qui touche aujourd'hui 500.000 travailleurs, alors qu'au même moment, les cadences s'accroissent, que la journée de travail reste inchangée quand elle ne s'allonge pas, il faut répondre par l'échelle mobile des heures de travail : il s'agit de répartir toutes les heures de travail existantes entre tous les travailleurs.

Cela permet à la fois de donner du travail à tous, et en même temps de diminuer le temps de travail sans diminution de salaire et de ralentir les cadences.

• Face à l'arbitraire patronal, en matière de licenciements, à la répartition des salaires (indépendamment de la qualification), à l'augmentation des cadences, qui fait de l'usine un véritable bagne, il faut répondre par le contrôle ouvrier sur les licenciements et l'organisation du travail.

Couve de Murville expliquera que ces revendications relèvent de l'absurdité : elles ont précisément pour fonction de servir de levier dans la lutte contre la bourgeoisie.

La classe ouvrière n'est certes pas prête aujourd'hui dans son ensemble à se battre pour le « socialisme » ou la « dictature du prolétariat » mais au travers des luttes qui, dès maintenant, peuvent être engagées pour l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, pour le contrôle ouvrier, il sera possible de démontrer, dans la pratique, que la conquête de ces revendications est incompatible avec le maintien du régime bourgeois.

Au travers de ces mots d'ordre, qui correspondent à une réalité vécue par chaque ouvrier, qui naissent spontanément des luttes actuelles, il devient possible de mobiliser les travailleurs contre le capitalisme, incapable de les satisfaire.

APRES LE 11 MARS...

Après le 11 mars, des luttes, semblables à celles du Mans et de Sochaux, vont se poursuivre des combats durs mais qui risquent d'être isolés.

Dans le climat actuel, le rôle des militants révolutionnaires peut être déterminant.

Ils doivent organiser et soutenir dans la mesure où ils le peuvent de telles luttes, elles seules permettraient d'éviter que la bourgeoisie n'impose sa politique.

Dès que de tels conflits éclateront, la tâche des révolutionnaires sera de les populariser, de briser l'isolement que tentent d'imposer les bureaucraties réformistes.

Pour cela, ils devraient informer les travailleurs de l'usine, de la branche d'industrie, sur les luttes menées, leur montrer qu'ils doivent entrer en lutte à leurs côtés, non par simple solidarité, mais sur les mêmes mots d'ordre, afin de faire reculer le patronat en présentant un front plus large.

Parallèlement, dans le mouvement syndical, dans les assemblées du personnel, il faut soulever la question : comment poursuivre la lutte ?

Les syndiqués et les travailleurs sont consultés sur la manière dont ils doivent appliquer les formes d'action décidées par les directions, mais jamais sur la stratégie de ces directions.

Face aux tentatives des directions syndicales, de morceler le mouvement, les militants révolutionnaires se battent au contraire pour le développement de luttes unies sur des mots d'ordre unifiants :

— d'échelle mobile des salaires et des heures de travail ;

— de contrôle ouvrier sur les licenciements, les cadences, les conditions de travail.

L'ENNEMI EST FAIBLE C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT LE FRAPPER

Le moment est favorable, le gaullisme et la bourgeoisie sont en difficulté. La classe ouvrière leur a montré qu'elle est prête à lutter, même les classes moyennes qui servaient de base au régime, descendent aujourd'hui dans la rue contre lui.

Le gaullisme est à bout de souffle, il n'a plus rien à proposer que les flics de Marcellin ; il a fait en dix ans la preuve de sa faillite totale, la classe ouvrière mobilisée doit maintenant le frapper mortellement.

donnons au pouvoir le rendez-vous qu'il mérite

Huit mois après Grenelle, la conférence de Tilsitt a fait long feu. Rien d'étonnant à cela : si le patronat peut conclure (dans la même salle) des accords sur l'emploi qui ne sont, en fait, qu'un moyen d'aménager le chômage, il est illusoire aujourd'hui de penser lui arracher — autour d'un tapis vert — des concessions d'importance. Parce que les temps ont changé depuis mai, la bourgeoisie ne cédera pas sans luttes ardues, sur les revendications présentées par les directions syndicales. Et toute stratégie qui ne tiendrait pas compte de cela est vouée à l'échec.

L'attitude du patronat était prévisible : en décidant d'avance des augmentations à accorder au secteur nationalisé, en lock-outant à Renault, il signifiait qu'il n'y aurait, rue de Tilsitt, qu'un simulacre de négociation.

Les directions syndicales ne pouvaient l'ignorer. Pourtant, les bonzes de la C.G.T. comme ceux de la C.F.D.T. n'ont pas tenu compte de cette situation. Ils ont tenté de faire de ce rendez-vous « une véritable négociation ».

Pourquoi ? pour éviter « la tourmente », répond G. Ségué, soucieux de ne pas être lui aussi emporté comme un fétu de paille dans une tempête ouvrière.

Les directions confédérales des syndicats sont en effet prises entre deux feux : parce qu'elles restent dans le cadre de l'ordre établi, elles négocient dans les commissions paritaires et répugnent à développer la lutte de classes, elles font preuve d'inertie et de mollesse dans l'action, elles s'enlisent dans les négociations au sommet, les compromis douteux et les accords « contractuels ».

En même temps, il leur faut garder le contrôle de leurs troupes ; si la voie de la discussion échoue et que la pression de la base se fait sentir, elles se lancent ensuite dans la bataille, mais ensuite seulement. C'est ce qui se passe avec la journée du 11, déclenchée parce que la température monte dans les entreprises, comme le prouvent Sochaux et Le Mans, et qu'il ne faut surtout pas être débordé... par les gauchistes.

Alors que la bourgeoisie craint l'éclatement d'une crise sociale, que le gaullisme chancelle, la journée du 11 doit être un point de départ :

— pour lutter contre la hausse du coût de la vie et le réajustement immédiat des salaires garanti par l'échelle mobile ;

— mais aussi pour lutter (comme l'ont fait les travailleurs du Mans) contre l'intensification des cadences, contre l'insécurité du travail, contre le chômage.

Le pouvoir attaque ; pour se défendre il faut le harceler !

La grève du 11 est une riposte politique à l'offensive de la bourgeoisie. Elle ne doit pas se solder par un compromis.

Le vrai rendez-vous de mars, c'est dans la lutte qu'il a lieu ! car, tant que dure la lutte des classes, il n'y a pas, n'en déplaise à la bourgeoisie, de « partenaires sociaux ». Les exploités ne seront jamais les partenaires de leurs exploités !

TRAVAILLEURS,

— Nos rendez-vous ne sont pas des cocktails !

— Tous ensemble, donnons au pouvoir le rendez-vous de mars qu'il mérite !